



LE PIRE BUDGET DE L'ÉTAT POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES !

Alors que le gouvernement annonçait un effort de 2,2 milliards d'euros à réaliser par les collectivités territoriales, la réalité s'avère bien pire ! Près de **7,1 milliards d'euros de coupes budgétaires** sont à prévoir pour l'ensemble des collectivités suite à l'adoption du budget de l'Etat. **Les départements, les régions et les communes se retrouvent une nouvelle fois dépouillés : moins 1,2 milliards d'euros aux collectivités suite au gel de l'augmentation** de TVA due aux collectivités, baisse de plus de 1,35 milliards d'euros du Fonds vert dédié aux projets de transition écologique des collectivités, suppression du fonds de soutien aux activités périscolaires, du plan vélo, des financements pour le sport ou encore les transports.

La saignée s'annonce immense pour tous-tes nos concitoyen-nes déjà pris-es en étau par l'inflation et une conjoncture socioéconomique morose. **D'autres solutions pouvaient pourtant être envisagées, en instaurant un système de fiscalité mettant les ultra-riches à contribution.** En asphyxiant les collectivités territoriales, ce sont les solidarités locales qui se retrouvent une nouvelle fois piétinées et **une année blanche à prévoir sur des investissements essentiels à l'ensemble des Val-de-Marnais-es.**

Pourtant, **cela n'a pas empêché Olivier Capitanio de se satisfaire de l'approbation du plus mauvais budget de l'histoire pour les collectivités,** lors de la dernière commission permanente. Après avoir sabré les subventions départementales aux associations venant en aide aux Val-de-Marnais-es les plus fragilisés-es, **la droite départementale n'hésitera pas à s'attaquer à d'autres pans essentiels des politiques départementales.**

A la région, Valérie Péresse a déjà annoncé 760 millions d'euros d'économies, notamment sur le logement social, la suppression de la tarification sociale des transports en commun et de la bourse à la mobilité internationale des étudiants.

Notre groupe reste mobilisé pour **défendre l'intérêt des Val-de-Marnais-es face à l'injustice sociale provoquée par ce budget d'austérité pour les collectivités territoriales.**